

## Vingt-troisième Conférence du PROE

4-6 septembre 2012  
Nouméa  
Nouvelle-Calédonie

### Point 9.2.1 de l'ordre du jour : Programmes du PROE en matière d'adaptation au changement climatique – Rapport d'avancement sur les projets PACC et PACC+ et principales questions

#### Objet du document

1. Informer les pays membres de l'état d'avancement du Projet océanien d'adaptation au changement climatique (PACC) et des projets associés, notamment le PACC+.

#### Historique et contexte

2. Le Projet océanien d'adaptation au changement climatique (PACC) est financé par le Fonds spécial pour les changements climatiques (SCCF) du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Exécuté par le PNUD et le PROE, il est opérationnel depuis trois ans. Le but du PACC est de réduire la vulnérabilité et d'accroître la capacité d'adaptation de 13 pays insulaires océaniques aux effets négatifs du changement climatique dans trois grands secteurs du développement (écosystèmes côtiers, sécurité alimentaire et eau) auxquels les pays participants accordent une attention prioritaire. Le budget total du PACC s'élève à 13,125 millions de dollars É.-U.

3. Le projet PACC aide directement les États et Territoires insulaires océaniques à prendre en compte les risques liés au changement climatique dans leurs plans de développement et de gestion des ressources, à l'échelle nationale et communautaire. Des politiques spécifiques relatives au changement climatique, et/ou des politiques sectorielles sont également élaborées pour aider les pays à mieux concentrer leurs efforts d'adaptation et d'atténuation et à les coordonner au niveau national. Le PACC apporte aussi son soutien à des actions concrètes d'adaptation sur certains sites pilotes (phase III de la planification en matière d'adaptation<sup>1</sup>). En outre, le PACC constitue la base d'une approche stratégique visant à reproduire et renforcer l'adaptation aux échelons national et régional. Les participants à la Table ronde sur le changement climatique dans le Pacifique ont noté en 2011 que les approches suivies dans le cadre du PACC pourraient servir de cadre aux futures actions menées en faveur de l'adaptation dans la région.

4. Jusqu'à présent, des outils concrets ont été mis au point dans le cadre du PACC, à l'appui d'une adaptation pragmatique dans la région. À la fin de 2011 et au début de 2012, un atelier de formation à l'analyse coûts-avantages a été organisé pour les trois secteurs du projet, afin d'aider les pays à soumettre leurs options de projets pilotes à ce genre d'analyses. Celles-ci s'appuieront sur les connaissances scientifiques sur le changement climatique et l'expérience acquise grâce à d'autres projets similaires conduits dans la région, afin de faciliter le choix entre différents projets d'adaptation au changement climatique. Un guide de l'analyse coûts-avantages sera également élaboré avant la fin de 2012.

<sup>1</sup> Une approche progressive de l'adaptation a été convenue au cours de la première Conférence des Parties à la CCNUCC (décision 11 CP.1). La phase III recouvre des mesures visant à faciliter l'adaptation appropriée. Le projet PACC est l'un des rares projets d'adaptation de la phase III entrepris dans le monde, la « phase III » désignant le niveau le plus élevé d'avancement des projets d'adaptation.

## Progrès et retombées

5. Après les premières difficultés rencontrées pour mettre en place des unités de gestion du projet dans les pays, des progrès marquants ont été accomplis à ce jour. Conformément aux objectifs de prise en compte systématique de l'adaptation, cinq pays ont élaboré leur politique générale de lutte contre les effets du changement climatique (Fidji, Îles Marshall, Îles Salomon, Nioué et Tuvalu)<sup>2</sup> et quatre autres (États fédérés de Micronésie, Nauru, Tonga et Vanuatu) ont intégré le changement climatique dans leurs politiques sectorielles<sup>3</sup> au titre du PACC. D'autre part, le Samoa a élaboré des réglementations relatives à l'extraction de sable qui contribuent à ses efforts globaux d'adaptation côtière intégrée. Les Îles Cook, les Palaos et la Papouasie-Nouvelle-Guinée n'ont pas encore commencé à élaborer leurs politiques.

6. Des interventions concrètes en faveur de l'adaptation, qui amélioreront réellement la vie et les moyens de subsistance des populations, sont en cours dans cinq pays (États fédérés de Micronésie, Nauru, Samoa, Tokélaou et Tonga). Des installations faisant appel à de nouvelles technologies – par exemple des purificateurs d'eau à énergie solaire) pour améliorer l'alimentation en eau, sont en cours de mise en place dans le district d'Aiwo à Nauru. À Kosrae (EFM), le tronçon 3 de la route de Tafunsak est en train d'être protégé des aléas climatiques, grâce au recours à des matériaux de revêtement de grande qualité. La chaussée et le ponceau du franc-bord ont été renforcés pour résister à de plus fortes précipitations et aux grandes marées. Le nombre de ponceaux sera accru compte tenu des risques d'inondation. Six pays (Îles Cook, Îles Salomon, Nioué, Tuvalu, Vanuatu) s'apprêtent à entamer la mise en œuvre du projet, dans l'attente d'une analyse coûts-avantages ou d'une évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE). Les Fidji, les Îles Marshall, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Palaos sont en train de procéder à des évaluations de vulnérabilité et d'adaptation qui incluent des analyses coûts-avantages.

7. L'un des atouts du projet PACC est qu'il prend en considération des évaluations faites auparavant par différents projets financés par d'autres bailleurs de fonds et qu'il promeut leur mise en œuvre. Cette approche a été suivie pour les EFM et le Samoa. Aux EFM, l'étude qui a présidé au renforcement de la route de Kosrae (tronçon 3) a été réalisée par la Banque asiatique de développement (2007), et le PACC la met maintenant en application. Au Samoa, le PACC s'appuie sur l'évaluation des infrastructures côtières effectuée par la Banque mondiale en 2009, qui a élaboré des plans de gestion des infrastructures côtières pour chaque district d'Upolu et de Savaii. Au Samoa, le projet PACC s'appuie sur ces plans pour passer à l'exécution. Cette approche permettra aux pays de mieux utiliser leurs ressources, non pas en réalisant davantage d'évaluations, mais en menant des activités sur le terrain, en collaboration avec les principales parties prenantes, y compris les communautés locales.

8. Le troisième volet du projet PACC insiste sur la nécessité d'un partenariat solide et d'un soutien technique. Le PROE se félicite des nombreuses alliances stratégiques et des liens de partenariat qui ont été noués, notamment avec le PNUD (Samoa et Centre régional du PNUD pour le Pacifique à Suva), principal partenaire pour le projet PACC, ainsi qu'avec la CPS, la GIZ et l'UNITAR. Le PACC est également conçu comme un projet qui fait appel à l'ensemble du PROE, dont les quatre divisions lui apportent un soutien technique. À l'échelon national, le PACC encourage à la formation d'équipes pluridisciplinaires qui épaulent les unités de gestion du projet et les entités d'exécution.

<sup>2</sup> Politique des Fidji en matière de changement climatique (2012) approuvée et publiée ; Politique de Nioué en matière de changement climatique (2011) approuvée et publiée ; Politique des Îles Salomon en matière de changement climatique (2012) publiée, qui devrait être approuvée fin juin 2012 ; Politique des Îles Marshall (2011) élaborée et en cours d'approbation ; Politique de Tuvalu en matière de changement climatique (2011).

<sup>3</sup> Politique de Nauru dans le secteur de l'eau tenant compte du changement climatique (collaboration entre le projet PACC du PROE et le projet de gestion intégrée des ressources hydriques (IWRM) de la CPS-SOPAC), Plan de construction de routes de Vanuatu, qui tiendra compte du changement climatique ; intégration du changement climatique dans le projet de loi sur l'environnement de Kosrae (EFM), Politique de l'eau des Tonga.

9. On peut d'ores et déjà constater les avantages d'une telle approche intégrée dans les pays où le PACC et le projet de gestion intégrée des ressources hydriques (IWRM) de la CPS-SOPAC ont été conduits en étroite coopération. Ainsi, le PROE et la CPS occupent des bureaux communs dans deux pays (Nauru et Tuvalu) et utilisent les mêmes comités de pilotage nationaux (Nauru, Nioué et Tuvalu). C'est une approche qui génère des synergies, permet d'utiliser au mieux les ressources et d'éviter les doubles emplois.

10. Des progrès substantiels ont également été accomplis sous l'angle de la communication. Ainsi, onze pays appliquent désormais un plan de communication dans le cadre du projet PACC. Celui-ci est également intervenu dans des réunions internationales. Lors de la Conférence des Parties à la CCNUCC tenue en 2011 à Durban, le PACC a apporté son concours à une manifestation parallèle destinée à faire mieux connaître le projet et les problèmes d'adaptation qui se posent dans la région. Des actions sont menées pour consigner systématiquement les progrès accomplis, les retombées et les enseignements tirés, par exemple au travers d'articles publiés dans des revues à comité de lecture, de fiches techniques, de dossiers politiques et d'autres supports de communication.

### Obstacles

11. Au cours de ses trois années d'existence, le PACC a consacré beaucoup de temps, de ressources et d'efforts au renforcement des capacités. Toutefois, un gros obstacle entrave le projet : l'inaptitude des coordonnateurs nationaux à soumettre des rapports dans les délais demandés, ce qui contribue aux retards de présentation des rapports, et par suite, à des transferts tardifs des fonds requis pour la mise en œuvre. L'une des raisons principales est que la plupart des coordonnateurs effectuent des travaux supplémentaires sans rapport avec le projet.

12. Pendant 25 ans, le PROE a eu un programme consacré au changement climatique dans la région du Pacifique. Récemment, plusieurs autres organisations ont renforcé leur engagement dans le changement climatique. La CPS, en particulier, avec le concours financier de la GIZ et de l'Union européenne, gère désormais un programme d'adaptation au changement climatique doté d'un budget équivalent à celui des deux projets PACC et PACC+ conduits par le PROE. Les Directeurs généraux du PROE et de la CPS ont demandé à leurs agents de faire en sorte que ces programmes consacrés à l'adaptation au changement climatique entretiennent des liens étroits et soient le plus possible conçus conjointement.

13. S'agissant des rôles respectifs de la CPS et du PROE en matière d'adaptation au changement climatique, le Secrétariat du PROE estime que la Déclaration du Directeur du CORP sur le changement climatique, publiée récemment, risque de semer quelque confusion. À propos des rôles des différentes organisations membres du CORP en matière d'adaptation et d'atténuation, la Déclaration indique : « *La CPS est le chef de file pour ce qui est de l'application concrète des mesures d'adaptation et d'atténuation dans de nombreux secteurs essentiels du développement, et le PROE est le chef de file pour certaines questions.* » Le Secrétariat du PROE note que le PROE et la CPS jouent tous deux des rôles essentiels en matière d'adaptation et d'atténuation dans la région, et que ces deux problématiques devraient être abordées selon une démarche conjointe. Le Secrétariat du PROE suggère donc de reformuler cette phrase dans la Déclaration du Directeur du CORP de la manière suivante : « *L'application concrète des mesures d'adaptation et d'atténuation dans de nombreux secteurs essentiels du développement est placée sous la responsabilité conjointe de la CPS et du PROE.* »

### Soutien financier complémentaire (PACC+)

14. Le PACC a encouragé une étroite collaboration avec les partenaires bailleurs de fonds et les organisations membres du CORP, favorisée par une enveloppe supplémentaire de l'Australie d'un montant de 7,3 millions de dollars australiens, approuvée en juin 2011. Grâce à ces fonds supplémentaires, les Tokélaou sont maintenant le quatorzième pays membre à participer au projet PACC+.

15. Le PACC+ tablera sur les mécanismes existants d'exécution de projets et les capacités nationales mises en place au travers du PACC. Il constitue un modèle pilote pour les bailleurs de fonds et les partenaires de développement qui se sont employés ensemble à déployer des mesures concrètes d'adaptation au niveau national et communautaire tout en évitant des doubles emplois.

16. Une évaluation de l'égalité hommes-femmes sera entreprise dans le cadre du PACC+, afin d'examiner les rôles respectifs des hommes et des femmes dans la promotion d'un développement à l'épreuve du climat. Le rôle des spécificités hommes-femmes dans l'adaptation au changement climatique doit être bien évalué. Il convient de dispenser des formations à ce sujet, et d'élaborer et mettre en œuvre des plans d'action dans chaque pays.

17. L'USAID a également contribué à financer le PACC+ en lui allouant 2 millions de dollars supplémentaires, destinés dans un premier temps aux Îles Salomon et à Kiribati, puis à d'autres pays.

### Recommandation

18. La Conférence est invitée à :

- **prendre acte** des résultats positifs du projet PACC, qui aide les États et Territoires insulaires océaniques à s'adapter au changement climatique ;
- **se féliciter** du soutien accru apporté par les États-Unis d'Amérique et l'Australie en faveur des efforts d'adaptation consentis au titre du PACC+ ;
- **réaffirmer** le rôle de chef de file du PROE dans la région du Pacifique en matière d'adaptation au changement climatique, et prendre systématiquement en compte les risques climatiques dans les plans de développement nationaux et sectoriels, la planification budgétaire et la mise en œuvre ;
- **féliciter** le PROE pour l'assistance technique apportée en matière de changement climatique aux États et Territoires insulaires océaniques grâce au projet PACC, et à noter que celui-ci devrait être doté de ressources adéquates pour que ses résultats perdurent après son achèvement ; et
- **demander** à reformuler la Déclaration du Directeur du CORP sur le changement climatique – « *La CPS est le chef de file pour ce qui est de l'application concrète des mesures d'adaptation et d'atténuation dans de nombreux secteurs essentiels du développement, et le PROE est le chef de file pour certaines questions.* » – de la manière suivante : « *L'application concrète des mesures d'adaptation et d'atténuation dans de nombreux secteurs essentiels du développement est placée sous la responsabilité conjointe de la CPS et du PROE.* »